

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

MONDI LEMBACEL

11 RUE DE REIMS
BP 3
51490 Bétheniville

Références : D2 i 2023-475
Code AIOT : 0005701427

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2023 dans l'établissement MONDI LEMBACEL implanté 11 Rue de Reims B.P 3 51490 Bétheniville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a pour thème la "prévention des risques incendie". Elle est l'occasion également de faire un point sur la mise en conformité du site par rapport à son arrêté préfectoral d'autorisation n°2012 A 40 IC en date du 27 mars 2012.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONDI LEMBACEL
- 11 Rue de Reims B.P 3 51490 Bétheniville
- Code AIOT : 0005701427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est composé de plusieurs installations comprenant :

- un atelier de fabrication,
- une zone de stockage de matières liquides,
- une réserve incendie aérienne,

- un bassin de confinement,
- 2 séparateurs d'hydrocarbures,
- un bassin d'infiltration,
- un stock de palettes bois en extérieur,
- un bassin de décantation des effluents.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a entamé plusieurs démarches afin de mettre en conformité ses installations au regard des prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs/RIA	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5 – I	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie : Poteaux incendie	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5 – I	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
4	Rétentions des eaux incendies	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.12	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Plan des réseaux	Lettre du 18/03/2022, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
7	Rétention des liquides	Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 7.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5 – II	/	Sans objet
5	Entretien des espaces	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non conformités majeures sont encore constatées le jour de la visite : le bassin de confinement n'est pas opérationnel, le plan des réseaux n'est pas finalisé, les matières liquides ne sont pas toutes sur rétention et le plan d'intervention est à compléter. Il convient de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires en lui demandant de réaliser sous un délai contraint les mesures correctives vis-à-vis de ces non-conformités récurrentes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs/RIA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5 – I
Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; c) De robinets d'incendie armés (RIA) ; [...]
Constats : Le plan d'intervention des secours en cas de sinistre n'est pas complet : il ne contient pas (entre autre) l'emplacement des réserves incendie, ni les poteaux incendie, ni les accès pompiers et les aires pour stationnement des engins de secours. Il y a 178 extincteurs répartis sur tout le site, à l'intérieur des bâtiments. Le rapport de vérification SICLI date du 4 octobre 2022, il donne le nombre d'extincteurs remplacés. Les extincteurs sont tous signalés par des pictogrammes suffisamment visibles. Durant la visite, les étiquettes de 10 extincteurs ont été choisis par sondage pour contrôler l'étiquette où est apposée la date de vérification, les étiquettes étaient conformes. Les RIA sont également vérifiés par SICLI, il sont situés aux issues des ateliers et au centre, ils sont distants de façon à pouvoir attaquer un feu sur 2 angles différents. 3 RIA ont été vérifiés : ils sont armés, visibles et déroulables. La proposition de l'inspection : L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de mettre en demeure l'exploitant de compléter le plan d'intervention incendie sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie : Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 7.6.3
Thème(s) : Ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le site dispose d'une ressource en eau de 360m³/h pendant 2 heures, soit : - une citerne de 600 m³ maintenue hors gel et conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951[...]. - un poteau incendie d'une capacité de 60 m³/h</p> <p>Constats : Le site dispose d'une réserve incendie privée et de deux poteaux incendie sur la rue de Reims. La Mairie de Bétheniville a transmis un rapport de vérification des poteaux incendie en date du 17/04/2018. Le rapport ne fait pas mention des débits simultanés pour les poteaux 12 et 13 concernant le site de Mondi Lembacel et leur débit est limité à 47 m³/h sous 1 bar, ce qui ne permet pas d'atteindre l'objectif requis de 60 m³/h sous 1 bar. Par ailleurs, la réserve privée aérienne est accessible mais les conduits et les robinets des vannes sont rouillés ce qui questionne sur le côté opérationnel du dispositif.</p> <p>Proposition de l'inspection :</p> <p>L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de demander à l'exploitant, dans un délai de 4 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'obtenir un nouveau rapport de vérification des poteaux incendie auprès de la Mairie de Bétheniville et d'en connaître les débits simultanés ; - de justifier du caractère opérationnel des robinets des vannes de la réserve incendie aérienne, - de justifier in fine de la disponibilité requise de la ressource en eau nécessaire pour faire face à un incendie. A défaut, l'exploitant met en place les mesures nécessaires pour assurer cette disponibilité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5 – II
Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie. Le personnel, y compris le personnel des entreprises sous-traitantes, est instruit sur les conduites à tenir en cas de sinistre.</p> <p>Constats : Les équipiers de première intervention sont formés par un organisme de formation. L'usine tourne en 3 huit, il y a donc 3 équipe de première intervention. Au total, il y a 16 personnes qui sont formées en première intervention et/ou habilitation électrique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétentions des eaux incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.12
Thème(s) : Risques accidentels, rétention et isolement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend les mesures nécessaires pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Ces dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. L'évacuation des effluents recueillis se fait, soit dans les conditions prévues aux chapitres V ou IX selon la composition des effluents.</p>
<p>Constats : La procédure d'actionnement de vanne existe, les vannes ont été testées par le responsable. Cependant, le bassin de rétention n'est toujours pas opérationnel : il n'a pas été curé et la fuite n'est toujours pas colmatée et la végétation devient envahissante.</p> <p>Proposition de l'inspection : L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de mettre en demeure l'exploitant de justifier de la possibilité de confiner les eaux d'extinction en cas de sinistre dans un délai de 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Entretien des espaces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, intégration dans le paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour maintenir le site en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).</p>
<p>Constats : L'entretien de la végétation est correcte. Le mur mitoyen avec l'ICPE Vivescia est endommagé. Le boisement de chez Vivescia est suffisamment entretenu pour limiter le risque de propagation de flammes en cas d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Lettre du 18/03/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Étude du réseau des effluents et des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mettre à jour le plan des réseaux du site
Constats : Le plan des réseaux est mis à jour d'après les dernières recherches effectuées par un prestataire externe. A ce jour, les travaux ne sont pas terminés. L'exploitant prévoit de terminer le plan du réseau des eaux pluviales pour fin 2023, et celui des effluents pour courant 2024. Proposition de l'inspection : L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de demander à l'exploitant d'élaborer le plan des réseaux (eaux pluviales et eaux de process) pour début 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Rétention des liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
Constats : Tous les IBC contenant de la colle ne sont pas sur rétention. Proposition de l'inspection : L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de demander à l'exploitant de justifier de la mise sur rétention de tous les contenants de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau et/ou des sols dans un délai de 4 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois